



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Internet

Question écrite n° 97744

Texte de la question

M. Guillaume Bachelay appelle l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur la lutte contre le *phishing* (hameçonnage ou filoutage). Le *phishing* est une technique par laquelle des personnes malveillantes se font passer pour de grandes sociétés ou des organismes financiers familiers en envoyant des courriels frauduleux pour détourner des fonds. L'escroquerie repose le plus fréquemment sur la contrefaçon d'un site Internet (celui d'une banque ou d'un marchand en ligne notamment). L'adresse URL du lien comprise dans le courriel est également « masquée » afin de paraître authentique. Des courriels à connotation alarmiste ou d'autres alléguant d'un prétendu remboursement en faveur de l'internaute sont ensuite massivement adressés. Ils semblent provenir d'une source de confiance (banque, CAF, centre des impôts, etc.) et invitent à se rendre sur une page de formulaire afin de fournir des données personnelles et souvent à caractère financier. Ces informations sont ensuite récupérées par les *phishers*. Pendant toute la procédure, la victime croit avoir à faire à un site officiel d'un opérateur qu'elle connaît. Les liens figurant sur la page Internet du formulaire sont souvent inactifs. Parmi les victimes figurent notamment des personnes âgées qui peuvent plus facilement se laisser abuser par le caractère officiel des courriels et sites officiels utilisés par le *phishers*. Aussi il souhaite connaître les actions du Gouvernement pour lutter contre le phénomène du *phishing* et s'il envisage de mener une campagne de sensibilisation et d'explication auprès des citoyens français notamment les plus âgés d'entre eux.

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Bachelay](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 97744

Rubrique : Télécommunications

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 juillet 2016](#), page 6518

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)